

Propositions pour une France solidaire dans le monde en 2017

Actionaid, CCFD-Terre Solidaire, Oxfam France, Secours catholique

Proposition 1

Garantir le juste paiement des impôts par les entreprises et les individus via un reporting public pays par pays et un registre public de bénéficiaires effectifs des sociétés et des trusts aux niveaux français, européen et international, par une révision des conventions fiscales injustes, par l'engagement pour une plus forte harmonisation fiscale en Europe. Enfin, renforcer les poursuites pénales ainsi que les sanctions pour lutter contre la fraude et l'évasion fiscale

Je m'engage

Ces points font partie de notre programme *L'Avenir en Commun*.

- * point 37 = Terrasser l'évasion et la fraude fiscale, p.65
- * point 51 = plan A. Proposer une refondation démocratique, sociale et écologique des traités européens par la négociation, p 83
- * point 57 = Refuser le libre-échange, instaurer un protectionnisme solidaire et la coopération économique, p. 9

Proposition 2

En France, rendre les impôts plus progressifs et "justes" socialement, et réduire les mesures – comme la prolifération des crédits d'impôts en dehors de l'intérêt général – qui participent de la concurrence fiscale par le bas, et faire la promotion de mesures fiscales similaires aux niveaux européens et international.

Je m'engage

Ces points font partie de notre programme.

- * point 36 = Faire la révolution fiscale, p 63
- * point 51 = plan A. Proposer une refondation démocratique, sociale et écologique des traités européens par la négociation, p 83

Proposition 3

Afin de contribuer à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable, publier dès l'automne 2017 un calendrier précis pour atteindre l'objectif d'allouer 0,7 % du Revenu National Brut (RNB) à l'aide publique au développement dès 2022 et s'engager à augmenter de 10 % par an les crédits budgétaires de l'aide publique au développement.

Je m'engage

Ce point fait partie de notre programme .

- * point 62 = Construire des coopérations altermondialistes et internationalistes, p. 96

Proposition 4

Stopper tout risque de nouvelle crise financière et réguler drastiquement la finance, en la remettant au service de l'économie réelle, y compris en œuvrant activement à la mise en place d'une taxe sur toutes les transactions financières affectée au moins à 50 % à l'adaptation au changement climatique et au financement des Objectifs de Développement Durable (ODD), dont la santé mondiale

Je m'engage

Ces points font partie de notre programme.

* point 19 = Mettre au pas la finance, p 48

Nous sommes d'accord pour que la France ait un rôle pionnier pour instaurer une taxe sur les transactions financières au niveau mondial et à l'affecter à la lutte contre le changement climatique et au financement des ODD. Ces propositions entrent en résonance avec des points de notre programme.

* point 57 = Refuser le libre-échange, instaurer un protectionnisme solidaire et la coopération économique, p. 91

* point 59 = lutter contre les causes des migrations, p 93

Proposition 5

Garantir que les interventions de l'Agence Française de Développement (AFD) auront comme objectif premier de contribuer à la réduction de la pauvreté et des inégalités, y compris en favorisant une participation active des populations concernées, et prévenir tout retour à l'aide liée dans la politique de coopération de la France.

Je m'engage

Si le rôle de l'Agence Française de Développement n'est pas abordé en tant que tel dans le programme, il est évident pour nous que vos propositions vont dans le sens de ce que nous défendons, lorsque nous parlons de codéveloppement en Amérique latine, ou d'en finir avec la Françafrique. Le rôle de l'aide au développement n'est pas de défendre les intérêts économiques des multinationales françaises.

* point 62 = Construire des coopérations altermondialistes et internationalistes, p. 96

Proposition 6

D'ici 2020, sortir de la production et de la consommation de charbon en France, et se positionner en faveur de la fermeture des projets charbon existants des entreprises dont l'État est actionnaire. Sortir des énergies fossiles d'ici à 2050, et réorienter la finance vers la transition énergétique et la sortie des énergies fossiles.

Je m'engage

Il s'agit là d'une axe fort de notre proposition de planification écologique. Non seulement nous souhaitons sortir des énergies carbonées, mais aussi du nucléaire.

* point 39 = 100 % d'énergies renouvelables en 2050, p. 70

Proposition 7

Supprimer tout soutien public à la production ou consommation d'agrocarburants industriels, fixer un plafond d'incorporation français et européen ne créant pas d'importations et encadrer strictement le développement des agrocarburants avancés.

Je m'engage

A l'heure où la question posée est celle de nourrir plus de 9 milliards d'êtres humains en 2050, il est irresponsable d'utiliser les terres agricoles pour produire des carburants. Nous souhaitons à terme une interdiction pure et simple des agrocarburants. Nous reprenons ces propositions à notre compte, comme mesures de planification écologique.

Proposition 8

Atteindre l'équilibre entre le financement de l'adaptation au changement climatique et de son

atténuation d'ici 2022 en publiant une feuille de route dès l'automne 2017 et s'engager à atteindre 1 milliard d'euros de dons pour les financements climat pour les pays en développement.

Je m'engage

Ce point de l'adaptation au changement climatique est abordé dans notre programme.

* point 59 = lutter contre les causes des migrations, p 93

L'aide financière et matérielle à la transition dans les pays les plus vulnérables doit être à la hauteur de l'enjeu auquel l'humanité est confronté. Ce financement doit pour nous être additionnel à celui de l'aide publique au développement. Nous sommes donc d'accord avec vos propositions.

Proposition 9

S'assurer que les politiques publiques et les différentes initiatives de lutte contre les dérèglements climatiques ne portent pas atteinte à la sécurité alimentaire, ni n'alimentent les dynamiques d'accaparement de terres.

Je m'engage

Le modèle de transition écologique et d'agriculture paysanne que nous prônons doit permettre à chacun dans le monde la sécurité alimentaire. Nous serons vigilants sur ce point : la lutte contre le dérèglement climatique n'est pas nouveau marché offert à la déréglementation libérale et aux multinationales.

* point 43 = Consommer autrement, p 74

* point 46 = pour une agriculture écologique et paysanne, p 76

Proposition 10

Soutenir politiquement et financièrement, de manière spécifique et prioritaire, l'agroécologie paysanne qui permet un partage juste et durable des ressources et des revenus ainsi qu'un accès digne à l'alimentation, dans le cadre de la législation nationale, au sein de l'Union Européenne (UE), au niveau international de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Comité de la Sécurité Alimentaire mondiale (CSA), Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) et dans les soutiens de la France pour des initiatives et projets de développement à l'étranger.

Je m'engage

Ces points font partie de notre programme, que ce soit au niveau national, européen ou international.

* point 46 = pour une agriculture écologique et paysanne, p 76

* point 51 = plan A. Proposer une refondation démocratique, sociale et écologique des traités européens par la négociation, p 83

* point 56 = Renforcer et réinvestir l'ONU pour faire vivre un monde ordonné, p90

Un livret thématique a également été consacré à cette question :

<https://avenirencommun.fr/livret-agriculture/>

Proposition 11

Avoir une exigence de solidarité à l'égard des migrant-e-s, en assurant des voies de migrations légales y compris humanitaires, et en offrant aux migrants arrivant sur le territoire français un accueil digne et respectueux des droits humains. Les demandeur-se-s d'asile doivent pouvoir trouver refuge et protection là où ils le souhaitent. Il faut également suspendre le renvoi des demandeurs d'asile au pays de première entrée dans l'Union européenne prévu par les accords de Dublin. Globalement, la France doit jouer un rôle moteur et fédérateur pour la réforme du régime européen commun, en veillant à ne pas affaiblir les normes de protection des demandeurs d'asile.

Je m'engage

Ces points font partie de notre programme. Nous devons assurer notre devoir d'humanité envers les réfugiés et migrants arrivant en Europe. L'émigration étant également bien souvent un déchirement pour ceux sont contraints de quitter leur pays, notre première tâche est de tout faire pour permettre à chacun de vivre chez soi.

* point 59 = lutter contre les causes des migrations, p 93

Un livret thématique a également été consacré à cette question :

<https://avenirencommun.fr/le-livret-migrations/>

Proposition 12

Réviser les politiques migratoires française et européenne, et mettre fin à l'externalisation de celles-ci (notamment de la politique d'asile) vers les pays d'origine et de transit, a fortiori lorsque ce sont des États peu scrupuleux des droits humains. Suspender l'accord entre l'Union européenne (UE) et la Turquie dès lors que de fortes interrogations pèsent sur sa légalité et que ses impacts négatifs sont déjà visibles.

Je m'engage

Ces points font partie de notre programme

* point 59 = lutter contre les causes des migrations, p 93

Un livret thématique a également été consacré à cette question :

<https://avenirencommun.fr/le-livret-migrations/>

Proposition 13

Légiférer aux niveaux français, européen et international pour obliger les entreprises multinationales à respecter les droits humains et l'environnement tout au long de leur chaîne d'approvisionnement, engager leur responsabilité juridique et mettre en place des mécanismes efficaces d'accès à la justice pour les victimes

Je m'engage

Cette proposition est présente dans notre programme. Nous souhaitons que les multinationales puissent répondre de leurs actes au niveau international (crime international d'écocide, crimes financiers transnationaux)

* point 57 = Refuser le libre-échange, instaurer un protectionnisme solidaire et la coopération économique, p. 91

* point 58 = étendre les protections du droit international à de nouveaux domaines, p 92

Proposition 14

Réguler, aux niveaux français et européen, les abus de pouvoir et la concurrence déloyale des acteurs économiques qui ont un impact négatif et direct sur les conditions de travail dans les pays du Sud, notamment dans les filières alimentaires mondiales et défendre au niveau international, notamment au sein de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), l'application d'un salaire minimum vital pour les travailleurs et travailleuses.

Je m'engage

Notre proposition de protectionnisme solidaire doit permettre à la fois de lutter contre le dumping social, et de renforcer les échanges commerciaux basés sur la coopération. Dans le même temps, il faut renforcer le rôle de l'OIT.

* point 17 = instaurer un protectionnisme solidaire pour produire en France, p 46

* point 57 = Refuser le libre-échange, instaurer un protectionnisme solidaire et la coopération

Proposition 15

Garantir le respect des droits des femmes comme partie intégrante des droits humains et leur justiciabilité dans toutes les politiques publiques menées et définies aussi bien au niveau national qu'international et encourager tous les États à ratifier sans réserve la Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discrimination à l'Égard des Femmes (CEDEF) et son protocole facultatif.

Je m'engage

Une vraie politique nationale pour l'égalité réelle entre femmes et homme est développée dans notre programme, et fait également l'objet d'un livret thématique dédié. Nous sommes bien évidemment favorables à la défense de la CEDEF.

* point 32 = Réprimer les inégalités femmes-hommes dans les entreprises, p 32

+ <https://avenirencommun.fr/livret-de-legalite/>

En tant que candidat-e aux élections législatives, j'ai pris connaissance des "15 propositions pour une France solidaire dans le monde en 2017" et vous communique mes engagements sur ces propositions.

Nom : ARNOUX

Date : 15/05/2017

Prénom : Cléa

Signature :

Département : Doubs (25-2)

